



Tables
2022

notalex

Éditée par
le Centre de droit notarial
(*Faculté de droit de l'Université de Lausanne*)

Schulthess §
ÉDITIONS ROMANDES

Impressum 2023

Éditeur scientifique

Centre de droit notarial, Faculté de droit de l'Université de Lausanne

Rédaction

Denis Piotet, professeur, Lausanne

Yves Noël, professeur, avocat, Lausanne

Michel Mooser, professeur, notaire, Bulle

Stephan Wolf, professeur, Berne

Bernard Rolli, professeur, magistrat, Berne

Etienne Jeandin, notaire, Genève

Thierry Dubois, professeur, notaire, Nyon

Bastien Verrey, chargé de cours, notaire, Pully

Inge Hochreutener, professeure, HEG Fribourg

La rédaction remercie chaleureusement

M. Ludovic Fuchs, doctorant, assistant diplômé au Centre de droit notarial de l'UNIL, auteur de ces tables 2022.

Éditeurs du site internet

José-Miguel Rubido, directeur scientifique de la revue en ligne, notaire, docteur en droit, Genève; Manon Nicole, doctorante, assistante-diplômée, Centre de droit notarial, UNIL.

Maison d'édition

Schulthess Medias Juridiques SA

Zwingliplatz 2, Postfach, CH-8021 Zurich

Internet: www.schulthess.com

Directeur exécutif des éditions: Firas Kharrat

Chef de projet: Joanna David-Mangin

Service clientèle

E-mail: service@schulthess.com

Tél. +41 (0)44 200 29 29

Fax +41 (0)44 200 29 28

Adresse: Schulthess Médias Juridiques SA

Service clientèle

Zwingliplatz 2, Postfach, CH-8021 Zurich

Conditions d'abonnement

Abonnement annuel papier en 2023 (en Suisse, frais d'envoi inclus):

Abonnement individuel: 188.00 CHF

Abonnement pour les associations: 148.00 CHF

Abonnement préférentiel pour les membres des associations notariales:

132.00 CHF (abonnement 128.00 CHF + frais d'envoi 6.00 CHF)

Fascicule:

44.00 CHF, frais de port en sus

Les prix pour les abonnements en Suisse comprennent la TVA (2,5%), plus frais d'envoi de 6.00 CHF en Suisse (frais de port pour les livraisons à l'étranger: 31.00 CHF). Les étudiants bénéficient du prix spécial étudiants sur présentation d'une carte d'étudiant en cours de validité. L'abonnement peut être résilié dans un délai de huit semaines au terme de la période correspondante choisie.

Vente d'annonces publicitaires

Fachmedien Zürichsee Werbe AG, Laubisrütistrasse 44, CH-8712 Stäfa, Tel. +41 (0)44 928 56 11, pietro.stuck@fachmedien.ch

Droits d'auteur et d'édition

Droits d'auteur et d'édition: Toutes les contributions publiées dans cette revue sont protégées par les droits d'auteur, y compris les jugements publiés et leurs lignes directrices, pour autant qu'ils aient été commentés par l'auteur ou l'éditeur. La protection découlant des droits d'auteur vaut également à l'égard des banques de données ou installations de ce type. Aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sous quelle que forme que ce soit, – par un procédé technique ou par un procédé digital – ou reprise dans un langage exploitable par une installation, en particulier par une installation de traitement des données.

Parution

not@lex paraît 4 fois par an, 13^e année

Citation

not@lex 2022 p. 10

Site internet

www.notalex-online.ch

Annonces publicitaires

Schulthess Medias Juridiques SA

Zwingliplatz 2, 8022 Zurich,

tél. +41 22 731 97 63, télécopie +41 44 200 29 28

E-mail: editions.romandes@schulthess.com

Internet: www.schulthess.com

ISSN 1662-7369

Table des matières 2022

not@lex 1/22

Reformatio in pejus et principe «ne bis in idem» en droit pénal fiscal

Alexandre Hok

p. 1

Chronique de jurisprudence immobilière

Thierry Dubois, Manon Nicole

p. 29

not@lex 2/22

La numérisation et l'activité notariale

Regard sur le présent et l'avenir

Chloé Ayer, Fabien Peiry

p. 41

Chronique de jurisprudence civile publiée en 2021

Denis Piotet, Bastien Verrey, Maya Kiepe

p. 62

not@lex 3/22

La dépréciation de l'immeuble hypothéqué

Michel Mooser

p. 73

La construction juridique de l'abus d'un droit privé subjectif

Karolyn Egger

p. 85

Chronique de jurisprudence

Arrêts choisis du Tribunal fédéral parus en 2021 en matière de droit des sociétés

Mathieu Blanc, Rafaella Demierre

p. 98

Compte-rendu d'ouvrage

Etienne Jeandin

p. 104

not@lex 4/22

Les conflits d'intérêts au sein des sociétés anonymes de famille

Tarek Houdrouge, Manuela Scerri

p. 109

Le droit d'exiger judiciairement l'adoption de dispositions réglementaires, dans la propriété par étages et la copropriété ordinaire

Irène Martin-Rivara

p. 123

Chronique de jurisprudence fiscale

Michel Monod, Ludovic Fuchs

p. 136

not@lex

Mots-clés

A

Abus de droit, 3/22 p. 86 ss

- appréciation juridique de *l'Aussentheorie* et de *l'Innentheorie*, 3/22 p. 88 ss
- *Aussentheorie*, 3/22 p. 87 s.
- conception théorique de l'abus de droit dans le code civil, 3/22 p. 91 ss
- contradiction de la conception théorique entre la volonté du législateur historique et la réalité juridique, 3/22 p. 96 s.
- *Innentheorie*, 3/22 p. 87
- notion de droit subjectif, 3/22 p. 90
- théorie du *Durchgriff*, 3/22 p. 89 s.

Actionnaire

- droit des actionnaires au dividende préférentiel, 3/22 p. 98 s.
- droits de participation incorporés dans un papier-valeur, 3/22 p. 101 s.
- information relative à la rémunération du conseil d'administration, 3/22 p. 99 s.

B

Blockchain – technologie des registres distribués

- blocs, 2/22 p. 44, 47
- fonctionnement, 2/22 p. 44
- *voir instrumentation à distance*
- LTRD, 2/22 p. 43, 46 ss
- *nods*, 2/22 p. 44, 48
- notion, 2/22 p. 43
- *voir OAAE*
- oracle, 2/22 p. 45
- *voir P-LNN*
- *smart contract* – logiciel informatique, 2/22 p. 43 ss, 48
- succession numérique, 2/22 p. 54 s.
- *voir token – jeton*
- *voir tokenisation d'immeubles*
- *voir tokenisation des actions d'une société anonyme*

C

Commerce professionnel de titres

- admission du caractère d'activité indépendante malgré une perte, 4/22 p. 153
- défauts de comptabilisation et de profitabilité, 4/22 p. 154
- négoce de produits dérivés à des fins spéculatives, 4/22 p. 153

Contrat d'architecte

- responsabilité contractuelle, 1/22 p. 33

Contrat d'entreprise

- avis des défauts, 1/22 p. 32
- enrichissement illégitime, 1/22 p. 31
- prescription, 1/22 p. 31
- sous-traitance, 1/22 p. 31

Contrat de bail

- consignation des loyers, 1/22 p. 33
- contestation du loyer initial, 1/22 p. 34
- fardeau de la preuve, 1/22 p. 34
- qualification de l'indemnité acquise par convention lors de la résiliation d'un contrat de bail, 4/22 p. 151

Contrat de courtage immobilier

- contrat de courtage immobilier, 1/22 p. 29 s.
- responsabilité du courtier, 1/22 p. 29

Contrat de vente immobilière

- clause d'exclusion de garantie, 1/22 p. 30

Convention d'actionnaires pour société anonyme de famille

- but statutaire, 4/22 p. 121
- composition du cercle d'actionnaires, 4/22 p. 121
- composition du conseil d'administration, 4/22 p. 121
- conflits d'intérêts au conseil d'administration, 4/22 p. 122
- définition de la famille, 4/22 p. 121
- définition des justes motifs de refus de transfert d'actions, 4/22 p. 121
- droit de blocage au conseil d'administration, 4/22 p. 122
- droit et obligation de sortie, 4/22 p. 122
- intransmissibilité des titres selon convention d'actionnaires, 4/22 p. 147
- majorité de vote, 4/22 p. 121 s.

- médiation des litiges par un conseil de famille, **4/22** p. 122
- règles successorales, **4/22** p. 122
- restrictions à la transmission des actions, **4/22** p. 121
- sanctions, **4/22** p. 122
- *voir société anonyme*
- *voir société anonyme de famille*

D

Dépréciation de l'immeuble hypothéqué, **3/22**

- p. 73 ss
- *voir droits du créancier gagiste lors de la dépréciation de l'immeuble*
- *voir gérance légale par les offices de poursuite et de faillites*
- mesures de sûretés des art. 808 à 810 CC, **3/22** p. 74
- notion de dépréciation, **3/22** p. 74 ss

Dividende

- droit au dividende préférentiel, **3/22** p. 98 s.
- droit des actionnaires, **3/22** p. 98 s.
- droit des titulaires de bons de participation, **3/22** p. 98 s.

Double imposition

- double imposition virtuelle, **4/22** p. 143
- principes régissant l'évaluation de la fortune immobilière, **4/22** p. 144
- répartition intercantonale de la fortune, **4/22** p. 144
- répartition intercantonale des dettes d'une société immobilière, **4/22** p. 142

Droit de souscription préférentiel

- augmentation de capital et effet de dilution de la participation, **4/22** p. 117
- délégation de la décision de suppression du droit, **4/22** p. 117 s.
- marge de fluctuation du capital, **4/22** p. 118
- moyens de droit en cas de violation du droit, **4/22** p. 119
- principe et compétence, **4/22** p. 117 s.
- *voir prix d'émission et mode de libération des apports*
- *voir société anonyme*
- *voir société anonyme de famille*
- sort des droits non exercés, **4/22** p. 118

- sort des droits supprimés, **4/22** p. 118
- suppression du droit, **4/22** p. 117 ss

Droit des successions

- action en paternité, **2/22** p. 64 s.
- action en réduction, **2/22** p. 63
- caractère des clauses d'un pacte successoral, **2/22** p. 62
- carence d'organisation d'une SA dont les actions sont dans le patrimoine successoral, **2/22** p. 63
- droit d'habitation et calcul de l'étendue d'une libéralité réductible, **2/22** p. 62
- exécution testamentaire prolongée, **2/22** p. 63
- formulation de conclusions en constatation d'inefficacité de l'exhérédation, **2/22** p. 63
- partage successoral, **2/22** p. 64
- portée de l'inventaire de l'art. 553 al. 3 CC, **2/22** p. 64
- portée d'une déclaration de désistement, **2/22** p. 64
- qualité pour agir de l'exécuteur testamentaire devant la juridiction administrative, **2/22** p. 63
- rapport en nature d'immeuble, **2/22** p. 64
- rôle de l'exécuteur testamentaire, **2/22** p. 64
- société anonyme désignée exécutrice testamentaire et fusion, **2/22** p. 63
- succession numérique, **2/22** p. 54 s.

Droit pénal fiscal

- caractère pénal de l'amende fiscale, **1/22** p. 6 ss
- caractère pénal des infractions administratives, **1/22** p. 4
- concours entre usage de faux et soustraction d'impôt, **1/22** p. 21 ss
- cumul des amendes, **1/22** p. 20
- distinction entre rappel d'impôt et soustraction d'impôt, **1/22** p. 20
- distinction entre usage de faux et soustraction d'impôt, **1/22** p. 20 ss
- infractions administratives, **1/22** p. 3
- infractions de droit pénal fiscal, **1/22** p. 6
- infractions pénales, **1/22** p. 3
- notion d'accusation en matière pénale, **1/22** p. 3 ss
- *voir notion d'accusation en matière pénale selon la CEDH*
- *voir principe ne bis in idem*
- *voir reformatio in pejus* de l'amende fiscale dans la procédure de recours
- soustraction fiscale, **1/22** p. 6

Droits de mutation

- exonération lors d'une restructuration, **4/22** p. 141
- taxation de la constitution d'un droit d'habitation, **4/22** p. 141
- violation de l'interdiction de l'arbitraire, **4/22** p. 141

Droits du créancier gagiste lors de la dépréciation de l'immeuble hypothéqué

- action en cessation des actes dommageables, **3/22** p. 77 s.
- action en prévention des actes dommageables, **3/22** p. 77 s.
- conditions, **3/22** p. 76
- constitution de nouvelles sûretés, **3/22** p. 79
- voir *dépréciation de l'immeuble hypothéqué*
- droit de demander le remboursement partiel de la dette (sans faute du propriétaire), **3/22** p. 80
- droit d'exiger des sûretés, **3/22** p. 79 s.
- droit de prendre les mesures nécessaires, **3/22** p. 78, 81
- voir *gérance légale par les offices de poursuite et de faillites*
- poursuite tendant à la constitution de sûretés, **3/22** p. 79
- rétablissement de l'état antérieur, **3/22** p. 79

Droits réels

- voir *propriété foncière*
- voir *propriété par étages et copropriété*
- voir *servitudes*

F**Fondation**

- condition du désintéressement, **4/22** p. 156
- refus d'exonération fiscale pour but de pure utilité publique, **4/22** p. 156

Fortune commerciale/fortune privée

- attribution à la fortune commerciale d'un immeuble détenu par un ingénieur civil, **4/22** p. 155
- vente d'immeuble : gain immobilier ou revenu, **4/22** p. 155

G**Gérance légale de l'office des poursuites, 3/22 p. 81 ss**

- administration ordinaire, **3/22** p. 83

- cas dans lesquels la gérance ne peut être prononcée, **3/22** p. 82 s.
- conservation de l'actif destiné à désintéresser les créanciers, **3/22** p. 82
- voir *dépréciation de l'immeuble hypothéqué*
- voir *droits du créancier gagiste lors de la dépréciation de l'immeuble*
- effets de la gérance légale (administration), **3/22** p. 83
- effets de la saisie, **3/22** p. 81 s.
- gérance légale limitée, **3/22** p. 82
- mesures exceptionnelles, **3/22** p. 83
- notion de gérance légale, **3/22** p. 82
- obligation de requérir une annotation de restriction du droit d'aliéner, **3/22** p. 81

I**Impôt anticipé**

- évvasion fiscale, **4/22** p. 146
- refus de remboursement, **4/22** p. 146
- théorie des anciennes réserves, **4/22** p. 146

Impôt successoral

- legs à une association d'utilité publique, **4/22** p. 136

Impôt sur la fortune

- estimation de titres non cotés d'une étude d'avocats, **4/22** p. 147
- imposition de parts sociales détenues dans des sociétés civiles immobilières de droit français, **4/22** p. 148
- intransmissibilité des titres selon convention d'actionnaires, **4/22** p. 147
- méthode des praticiens, **4/22** p. 147

Impôt sur le bénéfice et le capital

- report de l'imposition des réserves latentes, **4/22** p. 145

Impôt sur le revenu

- méthode de calcul de la valeur locative d'un bien immobilier en Espagne, **4/22** p. 150 s.
- méthode d'estimation de la valeur locative nette d'une villa, **4/22** p. 149
- qualification de l'indemnité acquise par convention lors de la résiliation d'un contrat de bail, **4/22** p. 151

- valeur locative: déductibilité des frais d’entretien, **4/22** p. 151
- valeur locative: prise en compte du loyer maximum, **4/22** p. 149

Impôt sur les donations

- détermination du domicile fiscal de la donatrice, **4/22** p. 136
- qualification fiscale d’une obligation coutumière, **4/22** p. 137
- réserve d’usufruit, **4/22** p. 138

Impôt sur les gains immobiliers

- détermination d’un bien immobilier à la fortune commerciale ou privée, **4/22** p. 138
- durée de possession en cas de donation d’un immeuble de la fortune commerciale, **4/22** p. 138
- moment d’acquisition d’un bien immobilier issu de la liquidation d’une société immobilière, **4/22** p. 139
- principe de la détermination particulière du gain, **4/22** p. 140
- vente de parcelle issue de la division d’un bien-fonds, **4/22** p. 140

Instrumentation à distance

- voir *blockchain – technologie des registres distribués*
- généralités, **2/22** p. 56 s.
- identité des parties, **2/22** p. 57
- notion, **2/22** p. 56
- voir *OAAE*
- voir *P-LNN*
- signature de l’acte, **2/22** p. 57
- voir *token – jeton*
- voir *tokenisation d’immeubles*
- voir *tokenisation des actions d’une société anonyme*
- unité de lieu, **2/22** p. 58

L

LDFR

- assujettissement d’une parcelle, **1/22** p. 35
- autorisation d’acquérir un immeuble agricole, **1/22** p. 34
- notion de zone à bâtir, **1/22** p. 35

LFAIE

- notion d’établissement stable, **1/22** p. 36

LRS

- modification d’un logement de vacances, **1/22** p. 37
- nouveaux logements dans des bâtiments protégés, **1/22** p. 37

N

Notion d’accusation en matière pénale selon la CEDH, 1/22 p. 4 ss

- amende fiscale (effet), **1/22** p. 6
- approche matérielle, **1/22** p. 4
- caractère pénal de l’amende fiscale, **1/22** p. 6 ss
- classification de l’infraction en droit interne, **1/22** p. 5
- critères permettant de retenir la notion d’accusation en matière pénale, **1/22** p. 4 ss
- voir *droit pénal fiscal*
- garantie des art. 6 et 7 CEDH, **1/22** p. 4 ss
- infractions de droit pénal fiscal, **1/22** p. 6
- nature de l’infraction, **1/22** p. 5
- voir *principe ne bis in idem*
- voir *reformatio in pejus* de l’amende fiscale dans la procédure de recours
- sanction de l’infraction (but, nature, importance), **1/22** p. 5 s.

O

OAAE

- autorisation délivrance d’expéditions électroniques, **2/22** p. 50
- autorisation d’établissement de légalisations électroniques, **2/22** p. 50
- voir *blockchain – technologie des registres distribués*
- buts, **2/22** p. 50
- voir *instrumentation à distance*
- voir *P-LNN*
- voir *token – jeton*
- voir *tokenisation d’immeubles*
- voir *tokenisation des actions d’une société anonyme*

P

P-LNN

- voir *blockchain – technologie des registres distribués*

- buts, **2/22** p. 53
- généralités, **2/22** p. 52 s.
- voir instrumentation à distance
- voir OAAE
- voir token – jeton
- voir tokenisation d'immeubles
- voir tokenisation des actions d'une société anonyme

Pacte d'emption

- interprétation du contrat, **1/22** p. 30

Prévoyance professionnelle

- écart de fortune entre parties et partage par moitié, **2/22** p. 69
- indemnités équitables, **2/22** p. 69 s.

Principe ne bis in idem, 1/22 p. 17 ss

- composante « bis », **1/22** p. 19, 24
- composante « idem », **1/22** p. 18 s., 22
- concours entre usage de faux et soustraction d'impôt, **1/22** p. 21 ss
- cumul des amendes, **1/22** p. 20
- distinction entre rappel d'impôt et soustraction d'impôt, **1/22** p. 20
- distinction entre usage de faux et soustraction d'impôt, **1/22** p. 20 ss
- voir droit pénal fiscal
- garantie procédurale, **1/22** p. 22
- notion, **1/22** p. 7, 17 s.
- voir notion d'accusation en matière pénale selon la CEDH
- voir reformatio in pejus de l'amende fiscale dans la procédure de recours

Prix d'émission et mode de libération des apports

- compétence et délégation, **4/22** p. 119 s.
- voir droit de souscription préférentiel
- exercice mesuré des droits, **4/22** p. 120 s.
- principe du ménagement, **4/22** p. 120
- voir société anonyme
- voir société anonyme de famille
- suppression du droit de souscription préférentiel, **4/22** p. 120

Propriété foncière

- action pour immission excessive, **2/22** p. 70
- empiètement illicite, **2/22** p. 70
- revendication de propriété, **2/22** p. 70

Propriété par étages et copropriété

- clause arbitrale dans le règlement de la PPE, **2/22** p. 71
- garage souterrain constituant un lot en copropriété dans une PPE, **2/22** p. 71
- réfection de canalisations dans les parties communes, **2/22** p. 71
- réfection d'un toit, **2/22** p. 71

R

Reformatio in pejus de l'amende fiscale dans la procédure de recours, 1/22 p. 7 ss

- admissibilité en cas de retrait du recours, **1/22** p. 13 ss
- caractère pénal de l'amende fiscale, **1/22** p. 6 ss
- dans la CEDH, **1/22** p. 8
- dans la Constitution, **1/22** p. 8
- dans la LHID, **1/22** p. 11
- dans la LIFD, **1/22** p. 8 s.
- dans le CPP, **1/22** p. 9 s.
- dans le droit cantonal, **1/22** p. 11 s.
- dans le projet de révision de la LIFD de 2015, **1/22** p. 10 s.
- devant les juridictions cantonales dans le cadre du recours administratif, **1/22** p. 7
- voir droit pénal fiscal
- exception de l'interdiction en matière pénale, **1/22** p. 8
- information donnée à l'administré, **1/22** p. 7, 9, 14
- interdiction en matière pénale, **1/22** p. 7 ss
- voir notion d'accusation en matière pénale selon la CEDH
- voir principe ne bis in idem

Régimes matrimoniaux

- Agreement Regarding Status of Property, validité et conséquences, **2/22** p. 68 s.
- biens acquis après la dissolution du régime matrimonial, **2/22** p. 65
- défaut d'allégation de preuve, **2/22** p. 66 s.
- examen de l'assistance judiciaire et conclusions relatives à la liquidation du régime, **2/22** p. 65 s.
- liquidation du régime matrimonial et prise en compte des impôts, **2/22** p. 65
- moment déterminant pour évaluer un portefeuille d'actions, **2/22** p. 68
- partage d'immeuble et enchères publiques, **2/22** p. 67

- principe de disposition en cas de modification des conclusions, **2/22** p. 67
- prise en compte d'impôts futurs relatifs à un immeuble dans la liquidation du régime, **2/22** p. 68
- qualification d'acquêts ou propres de bénéficiaires reportés d'une société dans les biens propres, **2/22** p. 69
- récompense et lien de connexité, **2/22** p. 68
- réunion aux acquêts et paiement des impôts, **2/22** p. 67 s.
- suspension instruction pénale dans l'attente du jugement de divorce, **2/22** p. 66

Règlement d'administration et d'utilisation (existence judiciaire d'adoption)

- appel au juge (à titre subsidiaire), **4/22** p. 126 ss
- existence et fondement d'un droit justiciable dans la copropriété ordinaire, **4/22** p. 130 s.
- existence et fondement d'un droit justiciable dans la PPE, **4/22** p. 125 ss
- généralités, **4/22** p. 124
- historique de l'art. 712g CC, **4/22** p. 125
- mention au registre foncier, **4/22** p. 133
- mise en œuvre judiciaire, **4/22** p. 132 s.
- pouvoir réglementaire du juge, **4/22** p. 129
- procédure sommaire, **4/22** p. 129, 133
- qualité pour agir, **4/22** p. 132
- qualité pour défendre, **4/22** p. 132

Revenu des assurances privées et LPP

- imposition des prestations d'assurance et de la restitution de l'excédent du capital, **4/22** p. 152
- imposition ordinaire d'une prestation en capital, **4/22** p. 153
- pas de restitution d'un versement anticipé pour l'encouragement à l'accession à la propriété, **4/22** p. 152
- rentes viagères temporaires, **4/22** p. 152

S

Sàrl

- sortie d'un associé, **3/22** p. 100 s.

Servitudes

- action confessoire, **2/22** p. 71
- annotation au registre foncier d'une obligation d'aliéner le droit de superficie distinct et permanent, **2/22** p. 71 s.

- déplacement de l'assiette d'une servitude, **2/22** p. 71
- droit au passage nécessaire, **2/22** p. 70
- garantie bancaire créée par le superficiaire afin de garantir le crédit du superficiaire, **2/22** p. 72
- obligation accessoire portée dans le contrat de servitude, **2/22** p. 72
- obligation de procéder à des travaux de canalisation et de goudronnage, **2/22** p. 72
- passage pour véhicules desservant des parcelles nouvellement à bâtir, **2/22** p. 70

Société anonyme

- voir convention d'actionnaire pour société anonyme de famille
- voir droit de souscription préférentiel
- voir prix d'émission et mode de libération des apports
- procédure de carence dans l'organisation et intervention d'un héritier, **3/22** p. 102 s.
- voir société anonyme de famille

Société anonyme de famille

- voir convention d'actionnaires pour société anonyme de famille
- critère de contrôle, **4/22** p. 110 s.
- voir droit de souscription préférentiel
- gouvernance d'entreprise, **4/22** p. 111
- holding familiale, **4/22** p. 113
- notion, **4/22** p. 110 s.
- marge de fluctuation du capital, **4/22** p. 118
- offre de reprise (*escape clause*), **4/22** p. 115 ss
- voir prix d'émission et mode de libération des apports
- règles de gouvernance, **4/22** p. 112 s.
- règles successorales et solutions légales, **4/22** p. 115 ss
- restrictions aux transferts d'actions, **4/22** p. 113 ss
- risque de dilution, **4/22** p. 111, 117 ss
- risque d'ingérence de tiers, **4/22** p. 113 ss
- risque de perte de contrôle, **4/22** p. 111 ss
- transfert d'actions par succession, **4/22** p. 115

T

Token – jeton numérique

- voir blockchain – technologie des registres distribués
- coin, **2/22** p. 47

- cryptomonnaies – monnaies digitales, **2/22** p. 46 s.
- voir *instrumentation à distance*
- jeton d'investissement, **2/22** p. 46
- LTRD, **2/22** p. 43, 46 ss
- *NFT* – jeton non fongible, **2/22** p. 46
- notion, **2/22** p. 46
- voir *OAAE*
- voir *P-LNN*
- *payment token* – jeton de paiement, **2/22** p. 46
- *smart contract* – logiciel informatique, **2/22** p. 43 ss, 48
- *stable coin*, **2/22** p. 46
- succession numérique, **2/22** p. 54 s.
- tokenisation, **2/22** p. 46
- voir *tokenisation d'immeubles*
- voir *tokenisation des actions d'une société anonyme*
- *utility token* – jeton d'utilité, **2/22** p. 46

Tokenisation d'immeubles

- voir *blockchain – technologie des registres distribués*
- jeton incorporant un immeuble et ses droits, **2/22** p. 55
- voir *instrumentation à distance*
- voir *OAAE*
- voir *P-LNN*
- registre foncier et blockchain, **2/22** p. 55 s.
- voir *token*
- tokenisation, **2/22** p. 55
- voir *tokenisation des actions d'une société anonyme*

Tokenisation des actions d'une société anonyme

- voir *blockchain – technologie des registres distribués*
- CMTA, **2/22** p. 49
- convention d'inscription, **2/22** p. 49
- détokenisation, **2/22** p. 48
- droits-valeurs inscrits, **2/22** p. 48 s.
- incorporation de droits dans un jeton digital, **2/22** p. 48
- voir *instrumentation à distance*
- LTRD, **2/22** p. 43, 46 ss
- notion, **2/22** p. 48
- voir *OAAE*
- voir *P-LNN*
- processus de tokenisation d'actions, **2/22** p. 48 s.
- *smart contract* – logiciel informatique, **2/22** p. 43 ss, 48
- voir *token*
- tokenisation des bons de participation de société en commandite par actions, **2/22** p. 48
- voir *tokenisation d'immeubles*

V

Valeur locative

- déductibilité des frais d'entretien, **4/22** p. 151
- méthode d'estimation de la valeur locative nette d'une villa, **4/22** p. 149
- méthode de calcul d'un bien immobilier en Espagne, **4/22** p. 150 s.
- prise en compte du loyer maximum, **4/22** p. 149

Droit fédéral

CEDH: Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales conclue le 4 novembre 1950 (RS 0.101)

Art. 6 1/22 p. 4 ss
Art. 7 1/22 p. 6

Protocole numéro 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales conclue le 22 novembre 1984 (RS 0.101.07)

Art. 4 al. 1 1/22 p. 17 ss

Pacte international relatif aux droits civils et politiques conclue le 16 décembre 1966 (RS 0.103.2)

Art. 14 al. 7 1/22 p. 17

Convention entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions conclue le 30 novembre 1978 (RS 0.672.913.61)

Art. 1 4/22 p. 136
Art. 2 al. 3 4/22 p. 136
Art. 3 al. 1 4/22 p. 136
Art. 12 4/22 p. 136
Art. 13 4/22 p. 136

Convention entre la Confédération suisse et l'Espagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune conclue le 26 avril 1966 (RS 0.672.933.21)

4/22 p. 150, 151

Convention entre la Suisse et la France en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales conclue le 9 septembre 1966 (RS 0.672.934.91)

Art. 6 al. 2 4/22 p. 148

Art. 24 al. 1 4/22 p. 148
Art. 25 let. b 4/22 p. 148

Cst. féd.: Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (RS 101)

Art. 8 4/22 p. 144
Art. 8 al. 1 1/22 p. 17
Art. 9 4/22 p. 141
Art. 29 al. 1 1/22 p. 17
Art. 75b 1/22 p. 37
Art. 127 al. 2 4/22 p. 142, 144
Art. 127 al. 3 4/22 p. 142 ss
Art. 190 1/22 p. 10

CC: Code civil suisse du 10 décembre 1907 (RS 210)

Art. 1 al. 2 4/22 p. 130
Art. 2 3/22 p. 94, 4/22 p. 127, 129
Art. 2 al. 2 3/22 p. 86, 90, 91, 96, 97
Art. 8 2/22 p. 66, 68, 69
Art. 90 ss 4/22 p. 111
Art. 114 2/22 p. 68
Art. 117 2/22 p. 65
Art. 119 al. 2 2/22 p. 65
Art. 123 al. 1 2/22 p. 69
Art. 124b al. 2 2/22 p. 69
Art. 124e al. 1 2/22 p. 69
Art. 125 2/22 p. 68
Art. 163 2/22 p. 67
Art. 165 al. 2 2/22 p. 69
Art. 166 2/22 p. 67
Art. 197 al. 2 ch. 4 2/22 p. 69
Art. 203 al. 1 2/22 p. 67
Art. 204 2/22 p. 68
Art. 204 al. 2 2/22 p. 65
Art. 205 al. 1 2/22 p. 68
Art. 205 al. 3 2/22 p. 67
Art. 206 al. 1 2/22 p. 68
Art. 207 al. 1 2/22 p. 65, 66, 68
Art. 208 2/22 p. 67
Art. 209 2/22 p. 68
Art. 209 al. 2 2/22 p. 65



Art. 209 al. 3	2/22 p. 69
Art. 211	2/22 p. 68
Art. 214 al. 1	2/22 p. 68
Art. 248	2/22 p. 66
Art. 470	4/22 p. 116
Art. 479	2/22 p. 63
Art. 481 al. 1	4/22 p. 116
Art. 494	2/22 p. 62
Art. 517	2/22 p. 63, 4/22 p. 116
Art. 518	2/22 p. 63, 64, 4/22 p. 116
Art. 522	2/22 p. 63
Art. 527 ch. 1	2/22 p. 62
Art. 528	2/22 p. 62
Art. 531	2/22 p. 63
Art. 553 al. 3	2/22 p. 64
Art. 600	2/22 p. 64
Art. 602	2/22 p. 64
Art. 602 al. 3	4/22 p. 116
Art. 608	4/22 p. 116
Art. 628	2/22 p. 64
Art. 634	2/22 p. 64
Art. 634 al. 2	2/22 p. 64
Art. 641	2/22 p. 70, 71
Art. 641 al. 1	3/22 p. 88
Art. 641 al. 2	2/22 p. 68
Art. 646 al. 1	2/22 p. 67
Art. 647 ss	2/22 p. 71, 4/22 p. 126
Art. 647	4/22 p. 123, 124
Art. 647 al. 1	4/22 p. 124
Art. 647 al. 2 ch. 1	4/22 p. 127, 129, 131 ss
Art. 649a	2/22 p. 71, 4/22 p. 133
Art. 649a al. 1	4/22 p. 124
Art. 650 al. 1	2/22 p. 67
Art. 651 al. 2	2/22 p. 67
Art. 655a	4/22 p. 131
Art. 664	2/22 p. 70
Art. 670	4/22 p. 131
Art. 674	2/22 p. 70
Art. 679	2/22 p. 70
Art. 685 al. 2	2/22 p. 70
Art. 686	2/22 p. 70
Art. 694	2/22 p. 70
Art. 695	2/22 p. 70

Art. 712a	2/22 p. 71
Art. 712g	2/22 p. 71, 4/22 p. 123
Art. 712g al. 1	4/22 p. 126, 129
Art. 712g al. 2	4/22 p. 126
Art. 712g al. 3	4/22 p. 124 ss
Art. 712m	2/22 p. 71
Art. 712m al. 2	2/22 p. 71
Art. 712q	4/22 p. 130
Art. 730 al. 2	2/22 p. 72
Art. 740a al. 1	4/22 p. 130
Art. 742	2/22 p. 71
Art. 779b al. 2	2/22 p. 71
Art. 793 al. 1	3/22 p. 73
Art. 804	3/22 p. 80
Art. 806	3/22 p. 82
Art. 808 à 810	3/22 p. 74 ss
Art. 811	3/22 p. 74
Art. 812	3/22 p. 75
Art. 816 al. 1	3/22 p. 74
Art. 822	3/22 p. 80
Art. 827	2/22 p. 72
Art. 832 al. 1	3/22 p. 75
Art. 842 ss	3/22 p. 73
Art. 949a	2/22 p. 55
Art. 960 al. 1 ch. 2	3/22 p. 81
Art. 961 al. 1 ch. 1	3/22 p. 78

Tit. fin. CC: Titre final du Code civil suisse

Art. 21 al. 2	2/22 p. 72
Art. 55a à t	2/22 p. 49, 50

aCC: Code civil suisse dans sa version abrogée

Art. 647 al. 3	4/22 p. 130
----------------	-------------

LDFR: Loi fédérale sur le droit foncier rural du 4 octobre 1991 (RS 211.412.11)

Art. 2 al. 1	1/22 p. 35
Art. 2 al. 1 let. a	1/22 p. 35
Art. 61	1/22 p. 34, 35
Art. 61 al. 1	1/22 p. 35
Art. 61 al. 2	1/22 p. 35
Art. 63	1/22 p. 34, 35
Art. 64	1/22 p. 35
Art. 64 al. 1 let. e	1/22 p. 34, 35
Art. 83	2/22 p. 63

LFAIE: Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger du 16 décembre 1983 (RS 211.412.41)

Art. 1	1/22 p. 36
Art. 2 al. 1	1/22 p. 36
Art. 2 al. 2 let. a	1/22 p. 36
Art. 2 al. 3	1/22 p. 36
Art. 12 let. b	1/22 p. 36

OAIE: Ordonnance sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger du 1^{er} octobre 1984 (RS 211.412.411)

Art. 10 al. 2	1/22 p. 36
---------------	------------

ORF: Ordonnance sur le registre foncier du 23 septembre 2011 (RS 211.432.1)

Art. 55 al. 3	3/22 p. 82
Art. 124	3/22 p. 82

CO: Code des obligations (Loi fédérale complétant le Code civil suisse, Livre cinquième: Droit des obligations) du 30 mars 1911 (RS 220)

Art. 18	1/22 p. 30
Art. 62	1/22 p. 31, 32
Art. 62 ss	1/22 p. 32
Art. 67	1/22 p. 30
Art. 97	1/22 p. 33
Art. 98	3/22 p. 78
Art. 127	1/22 p. 31
Art. 128 al. 3	1/22 p. 31
Art. 160 al. 1	1/22 p. 30
Art. 163 al. 3	1/22 p. 30, 31
Art. 197 ss	1/22 p. 30
Art. 197 al. 1	1/22 p. 30
Art. 199	1/22 p. 30
Art. 201	1/22 p. 30
Art. 221	1/22 p. 30
Art. 239 al. 1	4/22 p. 137
Art. 257d	1/22 p. 33
Art. 257d al. 1	1/22 p. 33, 34
Art. 259g	1/22 p. 33
Art. 259g al. 1	1/22 p. 33
Art. 259g al. 2	1/22 p. 33, 34
Art. 261 al. 3	4/22 p. 151
Art. 269a let. a	1/22 p. 34
Art. 270	1/22 p. 34

Art. 321a al. 1	1/22 p. 33
Art. 321e	1/22 p. 29
Art. 367	1/22 p. 32
Art. 367 al. 1	1/22 p. 32
Art. 370	1/22 p. 32
Art. 370 al. 3	1/22 p. 32
Art. 398 al. 1	1/22 p. 29, 33
Art. 412 al. 2	1/22 p. 29
Art. 423 al. 2	2/22 p. 71
Art. 602 al. 2	4/22 p. 116
Art. 620 ss	4/22 p. 110
Art. 650 al. 2 ch. 3	4/22 p. 119
Art. 650 al. 2 ch. 4	4/22 p. 119
Art. 650 al. 2 ch. 8	4/22 p. 118
Art. 652b al. 2	4/22 p. 117
Art. 653 al. 2	4/22 p. 116
Art. 659	4/22 p. 116
Art. 659 al. 2	4/22 p. 115
Art. 654 à 656	3/22 p. 98
Art. 674 al. 2 ch. 2	2/22 p. 69
Art. 684 al. 1	4/22 p. 113
Art. 684 al. 2	3/22 p. 101
Art. 685 ss	4/22 p. 114
Art. 685 al. 1	4/22 p. 113, 115
Art. 685a al. 1	4/22 p. 113, 114
Art. 685b al. 1	4/22 p. 114, 115
Art. 685b al. 4	4/22 p. 116
Art. 685b al. 5	4/22 p. 116
Art. 685b al. 7	4/22 p. 114, 116
Art. 685c al. 2	4/22 p. 117
Art. 685c al. 3	4/22 p. 117
Art. 697	3/22, p. 99
Art. 701c	2/21 p. 58
Art. 701d	2/21 p. 58
Art. 704 al. 1 ch. 6	4/22 p. 117
Art. 706	3/22, p. 98, 4/22 p. 119
Art. 707	3/22, p. 98
Art. 709	4/22 p. 112
Art. 722	4/22 p. 119
Art. 731b	2/22 p. 63, 3/22 p. 102
Art. 754 ss	4/22 p. 119
Art. 783 al. 2	3/22 p. 100
Art. 822 al. 1	3/22 p. 100
Art. 963 al. 2	4/22 p. 110



nCO: Code des obligations dans sa version adoptée le 19 juin 2020 (nouveau droit de la société anonyme)

Art. 652b al. 4	4/22 p. 119
Art. 653t al. 1 ch. 7	4/22 p. 118
Art. 973d	2/22 p. 48
Art. 973d al. 1 ch. 3	2/22 p. 49
Art. 973f al. 1	2/22 p. 49
Art. 973h al. 2	2/22 p. 49

OBLF: Ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux du 9 mai 1990 (RS 221.213.11)

Art. 11	1/22 p. 34
---------	------------

LFus: Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine du 3 octobre 2003 (RS 221.301)

Art. 103	4/22 p. 141
----------	-------------

CPC: Code de procédure civile du 19 décembre 2008 (RS 272)

Art. 29 al. 1	4/22 p. 133
Art. 55 al. 1	2/22 p. 66
Art. 58	4/22 p. 133
Art. 58 al. 1	2/22 p. 67
Art. 74	3/22 p. 102
Art. 150	2/22 p. 67
Art. 183	2/22 p. 67
Art. 249 let. d	4/22 p. 129
Art. 249 let. d ch. 1	4/22 p. 129, 133
Art. 265 al. 1	3/22 p. 78
Art. 277	2/22 p. 68
Art. 277 al. 1	2/22 p. 66
Art. 279	2/22 p. 68
Art. 317	2/22 p. 68

LP: Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite du 11 avril 1889 (RS 281.1)

Art. 9	3/22 p. 79
Art. 37 al. 1	3/22 p. 74
Art. 38	3/22 p. 79
Art. 41	3/22 p. 74
Art. 85	3/22 p. 79

Art. 85a	3/22 p. 79
Art. 96	3/22 p. 81
Art. 98	3/22 p. 81
Art. 101	3/22 p. 81
Art. 102	3/22 p. 82, 83
Art. 103 al. 1	3/22 p. 83
Art. 105	3/22 p. 84
Art. 142	3/22 p. 75
Art. 176 al. 2	3/22 p. 82
Art. 197	3/22 p. 82
Art. 204	3/22 p. 81
Art. 223	3/22 p. 84

ORFI: Ordonnance du Tribunal fédéral sur la réalisation forcée des immeubles du 23 avril 1920 (RS 281.42)

Art. 3	3/22 p. 81
Art. 15 al. 1	3/22 p. 82
Art. 16 ss	3/22 p. 83
Art. 16	3/22 p. 82 ss
Art. 17	3/22 p. 83
Art. 18	3/22 p. 83
Art. 19	3/22 p. 82
Art. 90	3/22 p. 81
Art. 91	3/22 p. 82
Art. 94	3/22 p. 82, 83
Art. 101	3/22 p. 82, 83

LDIP: Loi fédérale sur le droit international privé du 18 décembre 1987 (RS 291)

Art. 54 al. 1 let. a	2/22 p. 68
Art. 55 al. 2	2/22 p. 68

CP: Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0)

Art. 106 al. 1	1/22 p. 3
Art. 169	3/22 p. 81
Art. 292	3/22 p. 77

CPP: Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (RS 312.0)

Art. 5 al. 1	2/22 p. 66
Art. 11 al. 1	1/22 p. 17
Art. 314 al. 1 let. b	2/22 p. 66
Art. 391 al. 2	1/22 p. 7 ss

DPA: Loi fédérale sur le droit pénal administratif du 22 mars 1974 (RS 313.0)

Art. 62	1/22 p. 10
Art. 67	1/22 p. 10
Art. 70	1/22 p. 10
Art. 72	1/22 p. 11
Art. 79	1/22 p. 11
Art. 80 al. 1	1/22 p. 11
Art. 82	1/22 p. 11

OPN: Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage du 16 janvier 1991 (RS 451.1)

Art. 13	1/22 p. 35
Art. 14 al. 3 let. d	1/22 p. 35

LIFD: Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct du 14 décembre 1990 (RS 642.11)

Art. 1 <i>a contrario</i>	4/22 p. 148
Art. 3 al. 2	4/22 p. 136
Art. 6 al. 3	4/22 p. 151
Art. 13 al. 1	4/22 p. 147
Art. 14 al. 1	4/22 p. 147
Art. 16	4/22 p. 151, 153
Art. 16 al. 3	4/22 p. 154
Art. 18 al. 1	4/22 p. 155
Art. 18 al. 2	4/22 p. 138, 145, 155
Art. 18a al. 2	4/22 p. 145
Art. 18a al. 2	4/22 p. 145
Art. 19	4/22 p. 153
Art. 20 al. 1 let. a	4/22 p. 152
Art. 20a al. 1	4/22 p. 146
Art. 21 al. 1 let. b	4/22 p. 149
Art. 21 al. 2	4/22 p. 149 ss
Art. 22	4/22 p. 153
Art. 22 al. 3	4/22 p. 152
Art. 23 let. d	4/22 p. 151
Art. 24 let. a	4/22 p. 137
Art. 24 let. e	4/22 p. 137
Art. 27	4/22 p. 153
Art. 27 al. 1	4/22 p. 154
Art. 27 al. 2 let. b	4/22 p. 154
Art. 36	4/22 p. 153
Art. 38	4/22 p. 153
Art. 56 let. g	4/22 p. 156
Art. 61 al. 1 let. d	4/22 p. 141
Art. 109 à 146	1/22 p. 8, 9

Art. 125 al. 2	4/22 p. 154
Art. 134 al. 2	1/22 p. 13, 14
Art. 141	1/22 p. 114
Art. 142 al. 4	1/22 p. 13, 14
Art. 143	1/22 p. 10, 11, 14
Art. 143 al. 1	1/22 p. 9, 10, 14
Art. 147	4/22 p. 140
Art. 148	4/22 p. 140
Art. 151	1/22 p. 17
Art. 152 al. 2	1/22 p. 20
Art. 175	1/22 p. 17, 20
Art. 175 al. 2	1/22 p. 3, 9, 14
Art. 181	1/22 p. 23
Art. 182 al. 3	1/22 p. 8, 9, 11, 20
Art. 186	1/22 p. 17, 20, 21
Art. 186 al. 2	1/22 p. 21, 26
Art. 188 al. 2	1/22 p. 20
Art. 207	4/22 p. 139

P-LIFD: projet de révision de la LIFD de 2015

Art. 108 al. 1	1/22 p. 10
Art. 177	1/22 p. 26
Art. 177 al. 3	1/22 p. 26

AIFD: Arrêté du Conseil fédéral concernant la perception d'un impôt fédéral direct du 9 décembre 1940 dans sa version abrogée

Art. 104	1/22 p. 13
Art. 106 al. 3	1/22 p. 13
Art. 132 al. 3	1/22 p. 13

LHID: Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes du 14 décembre 1990 (RS 642.14)

Art. 2 let. a	4/22 p. 148
Art. 3	4/22 p. 144
Art. 3 al. 2	4/22 p. 136
Art. 4 al. 1	4/22 p. 137, 144
Art. 7	4/22 p. 151
Art. 7 al. 1	4/22 p. 137, 149 ss
Art. 7 al. 2	4/22 p. 152
Art. 8	4/22 p. 153, 154
Art. 8 al. 1	4/22 p. 155
Art. 8 al. 2	4/22 p. 138, 155
Art. 8 al. 2 ^{ter}	4/22 p. 145



Art. 8 al. 2 ^{quater}	4/22 p. 145
Art. 8 al. 3	4/22 p. 141
Art. 10 al. 1 let. c	4/22 p. 153, 154
Art. 11 al. 3	4/22 p. 153
Art. 12	4/22 p. 138
Art. 12 al. 3 let. a	4/22 p. 139
Art. 12 al. 4	4/22 p. 142
Art. 12 al. 5	4/22 p. 139
Art. 13 ss	4/22 p. 148
Art. 13 al. 1	4/22 p. 144
Art. 14 al. 1	4/22 p. 144
Art. 20 al. 1	4/22 p. 142
Art. 21 al. 1 let. c	4/22 p. 142
Art. 23 al. 1 let. f	4/22 p. 156
Art. 24 al. 3 let. d	4/22 p. 141
Art. 24 al. 3 ^{quater}	4/22 p. 141
Art. 50	1/22 p. 11
Art. 51	4/22 p. 140
Art. 56	1/22 p. 20
Art. 57 ^{bis} al. 3	1/22 p. 11, 12

LIA: Loi fédérale sur l'impôt anticipé du 13 octobre 1965 (RS 642.21)

Art. 4 al. 1 let. b	4/22 p. 146
Art. 11 al. 1	4/22 p. 146
Art. 21	4/22 p. 146
Art. 24	4/22 p. 146

LAT: Loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979 (RS 700)

Art. 15	1/22 p. 35
Art. 24d	1/22 p. 37
Art. 24d al. 2	1/22 p. 37, 38

Art. 24d al. 3	1/22 p. 37
Art. 35	1/22 p. 35
Art. 35 al. 1 let. b	1/22 p. 35
Art. 36 al. 3	1/22 p. 35, 36

LRS: Loi fédérale sur les résidences secondaires du 20 mars 2015 (RS 702)

Art. 2 al. 1	1/22 p. 37
Art. 6 al. 1	1/22 p. 37
Art. 7 al. 1	1/22 p. 37
Art. 7 al. 1 let. a	1/22 p. 37
Art. 9 al. 2	1/22 p. 37
Art. 11 al. 3	1/22 p. 37

LPP: Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 25 juin 1982 (RS 831.40)

Art. 30c	4/22 p. 152
Art. 30d	4/22 p. 152

LFLP: Loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 17 décembre 1993 (RS 831.42)

Art. 5 al. 1	2/22 p. 69
Art. 5 al. 1 let. b	4/22 p. 153

P-LNN: Projet de loi fédérale sur le passage au numérique dans le domaine du notariat

Art. 5 al. 2	2/22 p. 53
Art. 10	2/22 p. 53
Art. 19 al. 1	2/22 p. 53

Droit cantonal

Bâle-Ville:

VRPG/BS: Gesetz über die Verfassungs- und Verwaltungsrechtspflege du 14 juin 1928 (RS/BS 270.100)

Art. 19 al. 1	1/22 p. 11, 15
---------------	----------------

StG/BS: Gesetz über die direkten Steuern du 12 avril 2000 (RS/BS 640.100)

Art. 160	1/22 p. 11
Art. 160 ss	1/22 p. 11

Art. 164	1/22 p. 11
Art. 169	1/22 p. 11, 15
Art. 171	1/22 p. 11
Art. 171 al. 4	1/22 p. 11
Art. 220	1/22 p. 11, 15

Berne:

LI/BE: Loi sur les impôts du 21 mai 2000 (RS/BE 661.11)

Art. 76	4/22 p. 142
---------	-------------

Genève:**LCP: Loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887 (RS/GE D 3 05)**

Art. 80 ss 4/22 p. 138

LIPP/GE: Loi sur l'imposition des personnes physiques du 27 septembre 2009 (RS/GE D 3 08)

Art. 17 4/22 p. 137
 Art. 19 al. 2 4/22 p. 138, 155
 Art. 19 al. 23 4/22 p. 155
 Art. 24 4/22 p. 149 ss
 Art. 27 let. d 4/22 p. 137
 Art. 42 4/22 p. 138
 Art. 46 4/22 p. 147
 Art. 47 let. b 4/22 p. 147
 Art. 49 4/22 p. 147

RIPP/GE: Règlement d'application de la loi sur l'imposition des personnes physiques du 13 janvier 2010 (RS/GE D 3 08.01)

Art. 8 4/22 p. 150, 151

LDE/GE: Loi sur les droits d'enregistrement du 9 octobre 1969 (RS/GE D 3 30)

Art. 3 4/22 p. 141
 Art. 11 al. 3 4/22 p. 141
 Art. 18 al. 5 4/22 p. 141

aLGZD/GE: Loi sur les zones de développement du 29 juin 1957 (RS/GE L 1 35)

Art. 5 4/22 p. 149

Schwytz:**StG/SZ: Steuergesetz du 9 février 2000 (RS/SZ 172.200)**

Art. 19 4/22 p. 153
 Art. 29 4/22 p. 153

St-Gall:**StG/SG: Steuergesetz du 9 avril 1998 (RS/SG 811.1)**

Art. 8 al. 1 4/22 p. 142
 Art. 69 4/22 p. 142

Tessin:**LAC/TI: Legge di applicazione e complemento del Codice civile svizzero (RS/TI 211.100)**

Art. 125 ss 2/22 p. 70

Valais:**LPJA/VS: Loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976 (RS/VS 172.6)**

Art. 34m 1/22 p. 12
 Art. 41 ss 1/22 p. 16
 Art. 58 1/22 p. 16
 Art. 61 al. 2 1/22 p. 12
 Art. 72 ss 1/22 p. 16
 Art. 79 1/22 p. 16
 Art. 79 al. 1 1/22 p. 12

LF/VS: Loi fiscale du 10 mars 1976 (RS/VS 642.1)

Art. 12 4/22 p. 154
 Art. 14 4/22 p. 154
 Art. 14 al. 2 4/22 p. 145
 Art. 14a 4/22 p. 145
 Art. 17 al. 1 let. b 4/22 p. 149
 Art. 17 al. 2 4/22 p. 149
 Art. 18 al. 1 4/22 p. 153
 Art. 23 al. 1 let. b 4/22 p. 154
 Art. 33b al. 1 4/22 p. 153
 Art. 111 4/22 p. 136
 Art. 112 al. 1 4/22 p. 136
 Art. 115 al. 1 4/22 p. 138
 Art. 115a 4/22 p. 138
 Art. 151a al. 1 1/22 p. 12, 13
 Art. 152 al. 2 1/22 p. 16
 Art. 208 al. 5 1/22 p. 13, 16

Vaud:**LPA/VD: Loi sur la procédure administrative du 28 octobre 2008 (BLV 173.36)**

Art. 73 ss 1/22 p. 12
 Art. 89 1/22 p. 12, 16
 Art. 92 ss 1/22 p. 12
 Art. 99 1/22 p. 12



LI/VD: Loi sur les impôts directs cantonaux du 4 juillet 2000 (BLV 642.11)

Art. 1 let. a	4/22 p. 148
Art. 3 al. 2	4/22 p. 136
Art. 6 al. 1	4/22 p. 148
Art. 19	4/22 p. 151
Art. 27 al. 1 let. d	4/22 p. 151
Art. 50 al. 1	4/22 p. 148
Art. 53 al. 1	4/22 p. 144
Art. 53 al. 2	4/22 p. 144
Art. 62 let. b	4/22 p. 140
Art. 64 al. 2	4/22 p. 139
Art. 65 al. 1	4/22 p. 139
Art. 68 al. 1	4/22 p. 139
Art. 69 al. 1	4/22 p. 140
Art. 72 al. 3	4/22 p. 139
Art. 73 al. 2	4/22 p. 139
Art. 85 al. 3	4/22 p. 148
Art. 90 al. 1 let. g	4/22 p. 156
Art. 156 à 199	1/22 p. 12
Art. 199	1/22 p. 12
Art. 203	4/22 p. 140
Art. 204	4/22 p. 140
Art. 249 al. 3	1/22 p. 12

LEFI/VD: Loi sur l'estimation fiscale des immeubles du 18 novembre 1935 (BLV 642.21)

Art. 2 al. 1	4/22 p. 144
--------------	-------------

LMSD/VD: Loi concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations du 27 février 1963 (BLV 648.11)

Art. 12	4/22 p. 136
Art. 18 al. 5	4/22 p. 136
Art. 77 al. 1	4/22 p. 136

Zoug:

EG ZGB: Gesetz betreffend die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches für den Kanton Zug (BGS/ZG 211.1)

Art. 111a	2/22 p. 71
-----------	------------

Zurich:

StG/ZU: Steuergesetz du 8 juin 1997 (RS/ZU 631.1)

Art. 22 al. 3	4/22 p. 152
Art. 149 al. 2	1/22 p. 16
Art. 153 al. 4	1/22 p. 16
Art. 251a	1/22 p. 12
Art. 252 al. 1	1/22 p. 12
Art. 252 al. 4	1/22 p. 16
Art. 257	1/22 p. 16

Droit étranger

Code général des impôts français

Art. 885 A à 885 Z	4/22 p. 148
--------------------	-------------

Loi espagnole 35/2006 de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la modification partielle des lois des impôts sur les sociétés, des revenus des non-résidents, et du patrimoine

Art. 85	4/22 p. 150, 151
---------	------------------